

par Jean-Marie Colombani

Le désaveu

LE MONDE | 29.03.04 | 13h28 - MIS A JOUR LE 29.03.04 | 15h03

Les Français ont infligé à Jacques Chirac, plébiscité il y a moins de deux ans, un désaveu franc et massif. Et ce, dès qu'ils en ont eu l'occasion, en sachant qu'ils ne seront plus consultés avant le terme, en 2007, du mandat présidentiel. La gauche est majoritaire, et le chef de l'Etat est le premier responsable de la faillite de son camp.

Voilà donc un homme investi, par le choc du 21 avril 2002, d'une confiance populaire inouïe et inédite ramené à sa condition habituelle, ainsi qu'à son rythme si particulier : celle de chef d'une droite refermée sur quelques-uns, quand ce n'est pas sur l'ambition d'un couple (Chirac-Juppé) ; celui qui voit Jacques Chirac régulièrement s'autodétruire en deux ans.

François Mitterrand tirait de son expérience au long de deux Républiques le constat que tout gouvernement s'use en deux ans. Jacques Chirac a, au long de sa carrière, mis un soin personnel à se plier à cette règle, quittant le gouvernement qu'il dirigeait depuis 1974 en 1976, sur un constat d'impuissance ; échouant face à Mitterrand après deux ans de cohabitation en 1989 ; s'infligeant à lui-même une nouvelle cohabitation après deux ans de pouvoir absolu en 1997 ; enfin, une semblable concentration de tous les pouvoirs entre ses mains conduisant au désaveu de ce printemps.

Les Français le savent mais, pourtant, se contentent d'un homme qui est, contrairement à ce qu'il proclame, plus remarquable par ses capacités de réaction que par ses capacités d'action. Réactions : ce fut le cas à peine élu en 1995 en Bosnie, ou bien de façon plus éclatante, encore que presque grisé par sa propre audace, face aux Etats-Unis pendant l'hiver 2003, dans la querelle irakienne. Action : pour que celle-ci soit compréhensible, elle doit être d'abord soutenue par une vision. " *Comment va votre visionnaire ?* " avait coutume d'ironiser Valéry Giscard d'Estaing lorsqu'il rencontrait son ancien protégé, Jean-Pierre Raffarin, comme pour mieux souligner que Chirac n'en a jamais eu.

En cette matière, il y a le fond et la forme. Le fond est fait d'indétermination sur le modèle même auquel on se réfère. L'action extérieure de la France, tout entière tournée vers la distanciation d'avec les Etats-Unis, au point de laisser penser que ces derniers sont devenus un contre-modèle de société, est évidemment contredite par l'action intérieure, où il n'est question que d'adaptation à cette "société de marché". Au moment où tout bouge, où tout - à commencer par les grands équilibres géostratégiques - paraît être remis en cause, le pays cherche confusément à redéfinir sa place. L'erreur imputable à Jacques Chirac a été de donner le sentiment de tourner le dos à la construction politique de l'Europe, pour privilégier son duel franco-mondial avec les Etats-Unis ; la difficulté qu'il n'a pas su résoudre tient à la contradiction qui existe entre un modèle de culture anglo-saxonne qui impose une mue complète du rôle de l'Etat et l'attachement des Français, le refuge qu'ils cherchent auprès d'un type de développement où l'Etat continuerait de jouer un rôle central et protecteur.

La forme de l'action gouvernementale n'a pas aidé à y voir clair. Les leaders de la droite se prévalent de la réforme. Et sans doute Jean-Pierre Raffarin a-t-il rempli son contrat en réformant le système de retraites. Mais les Français ont bien davantage été témoins, et ont donc sanctionné, une gestion clientéliste. Celle qui a conduit à rassurer les restaurateurs à hauteur de 1,5 milliard alors que les chercheurs se battent pour quelques centaines d'emplois ! Successivement les enseignants, les gens de culture, les chercheurs se sont sentis sinon écartés, en tout cas moins considérés que certaines catégories de Français (buralistes, restaurateurs, médecins libéraux) réputés plus proches de la droite.

A tel point que ce gouvernement, malheureusement inspiré par la célèbre distinction entre "France d'en bas" et "France d'en haut" - a-t-on jamais vu un gouvernement ainsi s'auto-

délégitimer ? - n'a pas hésité à flirter avec le populisme ambiant. Avec une touche de médiocrité qui convient mal aux Français, qui attendaient, en effet, un nouvel élan, un dynamisme propre à toute alternance. Or non seulement la France est entrée la première dans la période économique molle que nous subissons, mais elle risque fort d'en sortir la dernière, avec un chômage de masse qui s'est réinstallé, lourd de conséquences désastreuses sur le tissu social.

Face à ce qu'il faut bien appeler un désastre, que faire ? Le pire, en toutes circonstances, est de ruser avec le suffrage universel. La logique politique devrait donc conduire Jacques Chirac à accepter une nouvelle cohabitation. Non avec la gauche, cette fois, mais à l'intérieur de son propre camp, avec la seule carte qui lui reste, son ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy.

Une autre solution a en effet toute chance d'être illisible : garder Raffarin serait faire mine de ne pas avoir entendu la protestation du pays ; éviter Sarkozy - qui incarne plus que la préoccupation de l'insécurité, la lutte contre l'impuissance de la politique - serait montrer au pays que seule compte l'idée que le président se fait de sa tranquillité. Après tout, la cohabitation est la sanction normale de la séquence qui vient de s'achever : la chance de Jacques Chirac est que, formellement, le verdict des Français ne concerne que le pouvoir local. Il a donc, bel et bien, trois ans devant lui.

Ce n'est pas dans ce laps de temps, ni avec une droite laminée, que le pays pourra traiter de son propre modèle. Ce devrait être là la grande question du débat présidentiel à venir. Dans un futur plus immédiat, il faudra redonner au pays une priorité - l'emploi ; et une obligation - l'intégration.

Victorieux en 2002 grâce à une exploitation démagogique de l'insécurité, Jacques Chirac comme le gouvernement ont été rattrapés par la question économique, qu'ils avaient laissée en suspens. Le chômage est redevenu la principale crainte des Français. La lutte contre le chômage doit donc être replacée au centre d'une politique économique et sociale qui a paru lui tourner le dos.

Quant à l'intégration, qui ne voit que l'on ne peut plus se contenter d'incantations, ou de proclamations de principes d'autant plus fortes qu'elles ne sont accompagnées d'aucune action d'envergure. Il ne suffit pas de confier à quel point le président est séduit par le ministre de la ville, Jean-Louis Borloo, pour rassurer sur notre capacité d'enclencher enfin une action correctrice - fut-ce par la discrimination positive - de grande ampleur.

Au soir du 5 mai 2002, Jacques Chirac prit la parole devant une foule enthousiaste, place de la République. A ses côtés, Bernadette Chirac. Qui ne se souvient de ce regard incrédule, presque médusé, qui fut le sien face à cette France bigarrée, colorée, inconnue qu'elle avait sous ses yeux ! Mais, pour prendre la mesure des défis de cette nouvelle France, de ce nouveau creuset, pour éviter que ne se creuse et la "fracture sociale" et la fracture éthique, il eût fallu ne pas se contenter de confier la gestion du pays à une droite étriquée.

Après tout, beaucoup de choses, de réformes - à condition qu'elles soient justes -, d'actions - à condition qu'elles soient ambitieuses - sont possibles à la faveur d'une crise. Jacques Chirac a recréé les conditions d'une crise politique. Il lui faut désormais trouver les moyens, et les hommes, pour la résoudre.

Jean-Marie Colombani